LETTRE
D'UN SOLDAT
AU TIERS-ÉTAT.

Du Corps-de-garde, ce 10 Février 1789.

VOICI l'inſtant où vous devez vous rappeler, Meſſieurs, que vous êtes nés libre, que vous avez conquis & défriché le pays que vous habitez. C'eſt vous qui vous êtes donné des lois, qui avez établi un gouvernement monarchique, ſous la conduite d'un Roi qui ne doit être que le premier ſujet & le dépoſitaire de ces lois. C'eſt vous qui avez adopté la Religion que vous profeſſez, qui en avez établi les Miniſtres, & qui les avez richement dotés, ſous la réſerve cependant qu'il ne leur appartient légitimement que l'habit & la vie, leur ayant déſigné le ſurplus pour être verſé dans le ſein des pauvres. C'eſt vous qui avez créé un corps de Nobleſſe pour vous protéger contre vos ennemis du dedans & du dehors. C'eſt vous enfin qui avez conſenti la diviſion

en trois classes de la masse totale des citoyens ; qui vous êtes placés vous-mêmes à la derniere classe, & qui vous êtes réservé les fonctions les plus pénibles & les plus dangereuses de la société. C'est l'assiduité avec laquelle vous vous êtes livrés à remplir ces fonctions, qui vous a fait négliger vos droits ; mais vous les tenez de la nature, ils sont imprescriptibles, & vous pouvez les recouvrer quand vous voudrez ; l'occasion est d'autant plus favorable, que le Roi se prête lui-même à vous y réintégrer.

De cette négligence & de cet abandon de vous-mêmes, il en est résulté une corruption générale dans toutes les parties de l'administration.

Les Ministres du Monarque le font régner en tyran despote, que, par le moyen de lettres de cachet & d'impôts arbitraires, ils rendent maître absolu de votre vie & de votre fortune. Ces malheureux ont brisé sur toutes les formes de la bienséance, en lui faisant dire que là où est sa volonté, là est la loi. Si leur voix étoit le sentiment de son cœur, vous pourriez crier : quelle ingratitude ! quel blasphême ! quel parjure ! vous vous trouveriez trahis par celui à qui vous vous êtes confiés : mais il n'en est rien, ses sentimens sont purs,

&, dans ce moment, il vous en donne la preuve.

Le Clergé, que vous avez placé dans le premier Ordre, s'eſt diviſé lui-même en trois claſſes; la première eſt compoſée des Evêques & des Abbés Commendataires; la ſeconde des Moines; la troiſieme des Curés : c'eſt cette derniere claſſe qui coûte le moins, & qui rend le plus de ſervices. Les deux premieres claſſes ne ſont pas d'une grande utilité, & ſont exceſſivement onéreuſes, tant par l'immenſité des biens fonds qu'elles ſéqueſtrent du commerce, que par la dixme qu'elles perçoivent ſur les terres dont elles ne ſont pas propriétaires; c'eſt un droit qui équivaut, à peu près, à deux vingtiemes dans toute l'étendue du royaume. Le Clergé, dans le principe, vivoit d'aumônes; il demanda la dixme de droit divin au premier Concile de Nicée, dans le troiſieme ſiecle. Sa demande fut rejetée avec indignation, comme tenant au Judaïſme; il l'a depuis uſurpée dans des temps de trouble qu'il avoit lui-même fomentés, ſous le prétexte ſpécieux de la Religion.

La Nobleſſe, que vous avez placée dans le ſecond Ordre, s'eſt auſſi diviſée en deux claſſes, celle de la Cour & celle des Provinces.

La Nobleſſe de la Cour abſorbe, elle ſeule,

presque un tiers des revenus de l'Etat, tant en pensions, gratifications, gouvernemens qu'en non valeur sur les impôts qu'elle devroit payer, & dont elle s'exempte.

Quant à la Noblesse des Provinces, elle est aussi maltraitée que le Tiers-Etat; elle n'a qu'un petit grain d'honneur qui lui coûte bien cher.

Il existe, pour surcroît de malheur, une Classe bâtarde des trois Ordres, qui se qualifie du titre respectable de Magistrats, & qui n'est véritablement qu'une association d'usuriers, faisant un trafic honteux de la justice.

Ce sont ces prétendus Magistrats, qui, abusant de la foiblesse du gouvernement, se sont arrogé le droit de changer les lois & les constitutions de l'Etat. Ce sont eux qui, depuis quatre regnes, sont en possession de vendre à la Cour les intérêts du peuple. Ce sont eux enfin qui sont la cause de tout le désordre qui est prêt à renverser le royaume, par la sanction qu'ils ont donnée, mal à propos, à tous les impôts que la Cour a demandés, & aux emprunts énormes qu'elle a faits; après quoi, ces hommes sans pudeur n'ont pas eu honte de déclarer publiquement la nullité de tous les enregistremens qu'ils avoient faits, avouant qu'ils n'avoient pas eu le droit de les consen-

tir ; ils ne se sont livrés à cet aveu deshonorant ; que lorsque la Cour s'est crue assez puissante pour n'avoir plus besoin d'eux, & qu'elle a voulu les assujettir aux charges publiques en même proportion que la Noblesse.

Ecrasez ces têtes orgueilleuses, ces suppôts du Despotisme, qui s'abreuvent à longs traits du sang de la veuve & de l'orphelin ; faites-les rentrer dans la poussiere d'où elles voudroient sortir pour vous opprimer sous le poids de leur iniquité ; enfin punissez-les des forfaits qu'elles commettent depuis trop long-temps, en leur portant le coup qu'elles appréhendent le plus, qui est la suppression de leurs épices, de Secrétaires, des arrêts sur requête, & des arrêts de défense. Forcez-les de motiver leurs arrêts, & de citer la loi en vertu de laquelle ils les rendent ; & qu'il soit permis aux malheureux à qui ils ravissent la fortune, & souvent l'honneur, par un arrêt injuste & illégal, de pouvoir les citer à votre Tribunal comme des Forfaiteurs. C'est le seul remede que vous puissiez opposer à la corruption de leurs mœurs. On ne leur entendra plus proférer ce blasphême exécrable, & trop souvent répété, qu'ils sont Souverains, que ce sont eux qui font les lois, & que les arrêts sont pour ceux qui les obtiennent. Vous ennoblirez leur état par ce régle-

ment ; ils deviendront honnêtes gens ; ils rentreront dans le sein de la société, pour y jouir du respect & de la considération qui seront dus à leur profession.

L'Etat Militaire est une Classe de citoyens qui mérite votre attention. Ce sont vos enfans légitimes, choisis dans le corps de la Noblesse & du Tiers-Etat. Ils vous coûtent, par un abus énorme, cent vingt millions par an, & manquent de tout. Vous pourriez, en diminuant cette dépense presque de moitié, augmenter leur subsistance jusqu'au nécessaire. Si vous jugez qu'une armée soit utile en France, il faut la constituer de maniere qu'elle remplisse l'objet auquel vous la destinez. Commencez par lui donner une forme stable & un Code invariable, tant pour la discipline que pour la tactique. Vous suivrez en cela les principes du feu Roi de Prusse, qui, dans cet art, étoit un grand maître. Je vous conseille de supprimer les coups de bâton & de plat de sabre ; ils vous font perdre plus de trente mille hommes par an. Je puis vous assurer qu'actuellement le mécontentement est si général dans toute l'armée, depuis le grade de Capitaine, jusqu'à celui de Soldat inclusivement, qu'elle ne tiendroit pas une campagne devant une armée ennemie qui seroit d'égale force.

Voilà, Meſſieurs, le tableau affligeant de votre poſition; le mal eſt grand, mais il n'eſt pas ſans remede; tout peut ſe réparer, & le malheur préſent peut produire le bonheur à venir.

Il faut, pour y parvenir, éloigner tout eſprit de parti, toute vindicte particuliere, s'accorder une amniſtie générale, ne traiter que la choſe publique, & éviter, avec le plus grand ſoin, tout ce qui pourroit cauſer la déſunion. Vous avez beſoin de toutes vos forces pour réſiſter aux ennemis cachés qui vous obſervent, & qui cherchent à vous déſunir pour vous attaquer.

J'ai dit que vous étiez libres; je dis plus, vous êtes ſouverains, & ſouverains abſolus. Oui, vous l'êtes par le droit de la nature & par le droit du plus fort. Votre bonheur, & celui de votre poſtérité, dépend de l'uſage que vous en allez faire : ſi vous en abuſez, on ſe liguera contre vous, on vous déſunira, vous tomberez dans l'anarchie, & vous aurez perdu une occaſion précieuſe que vous ne retrouverez plus. Pour conſerver cette union ſi déſirable & ſi néceſſaire au bien public, ſachez reſpecter les droits & prérogatives dont chaque Ordre jouit légalement. Reſſerrez ſeulement dans de juſtes bornes celles qui ſe ſont trop

étendues. L'Etat eſt dans une criſe violente ; il a beſoin d'une réforme générale dans ſon chef & dans ſes membres. Réformez & rectifiez tout, parce que tout eſt vicieux ; mais ne détruiſez rien.

Vous voyez déjà que notre auguſte Monarque abdique l'autorité arbitraire dont ſes Miniſtres ont ſi cruellement abuſé ; que la Nobleſſe conſent à partager avec vous toutes les charges de l'Etat, & que le Clergé eſt auſſi prêt à y ſouſcrire, quoiqu'il n'ait pas encore prononcé le mot.

Vous voyez que vous obtenez du Roi un ſacrifice qui vous eſt bien précieux, & que vous remportez une victoire complette ſur les deux premiers Ordres ; mais n'oubliez jamais que vous ne pouvez pas, ſans une injuſtice atroce, anéantir leurs prérogatives honorifiques ; c'eſt une propriété auſſi ſacrée que celle des autres biens : d'ailleurs vous n'en retireriez aucun avantage.

Il eſt un axiome de juriſprudence qui dit, qu'on ne peut pas ôter à quelqu'un plus qu'on ne lui a donné ; or vous ôteriez à la pauvre Nobleſſe beaucoup plus que vous ne lui avez donné. Elle n'a d'autres avantages que ſes titres ; elle en fait ſon idole ; elle ſacrifie ſa fortune & ſa vie, depuis bien des ſiecles, pour les con-

ſerver, &, ſi vous les anéantiſſez, vous lui ôtez tout.

J'établis une hypotheſe : deux individus naiſſent ſans fortune, avec les vertus qui doivent être l'apanage de tous les hommes. L'un eſt Gentilhomme, & l'autre Roturier. Le premier n'a d'autre profeſſion que celle des armes, où, dans les derniers grades, il trouve à peine ſa ſubſiſtance; &, après quarante ans de peines & de fatigues, ſouvent criblé de bleſſures, ne pouvant plus continuer le ſervice, on le renvoie avec huit ou neuf cents livres de penſion qui ſont ſouvent mal payées.

Quelque profeſſion qu'embraſſe un Roturier, il y trouve toujours, ſuivant ſon état, une ſubſiſtance plus aiſée que le militaire. S'il entre chez un Négociant, après quelques années de travail & de bonne conduite, il s'aſſocie au commerce de ſon hôte, & finit par une fortune brillante. S'il entre dans la finance, il débute dans les derniers emplois qui fourniſſent à ſon néceſſaire, & il eſt placé dans le grand chemin de la fortune ; les plus conſidérables, dans l'Ordre du Tiers, ne ſont venus que par ces voies.

Vous voyez qu'en établiſſant la répartition égale des impôts entre tous les Ordres, les avantages demeurent compenſés.

Si vous entrepreniez de dépouiller la Noblesse d'une propriété qu'elle a si légitimement acquise, vous vous verriez bientôt abandonné de la plus saine & plus forte partie de votre Corps, qui est la classe des Fermiers & Paysans cultivateurs, qui dépendent, en grande partie, des deux premiers Ordres, & qui n'ambitionnent pas le titre de Nobles. Il seroit aisé à la Noblesse de démontrer l'injustice de votre procédé aux troupes qu'elle commande, & de les armer contre vous. Le Roi lui-même trembleroit sur son trône, & si les troupes nationales ne suffisoient pas pour vous ramener à l'équité, il emploieroit les dons gratuits que vous lui auriez prodigués, pour appeler des troupes étrangeres, qui ne demanderoient pas mieux que de venir s'établir chez vous à discrétion.

Le résultat d'une entreprise aussi téméraire seroit de causer une scission, de faire avorter la tenue des Etats-Généraux, & de rendre votre condition pire qu'elle n'a jamais été.

Je ne connois que deux classes de citoyens dont l'anéantissement du corps de la Noblesse pût flatter la vanité. Ce sont les riches Bourgeois du second Ordre de la Magistrature, & les Négocians, qui, ayant acquis de grandes

ſortunes, ſont au déſeſpoir de ne pouvoir auſſi acquérir l'antiquité de la Nobleſſe

Je vous dénonce la Nobleſſe de la Cour, le haut Clergé, & la haute Magiſtrature, pour être les auteurs de ce ſyſtême ridicule. Ils voient avec effroi que vous allez mettre un frein à leurs déprédations ; ils voudroient ſemer la diſcorde parmi vous : c'eſt leur derniere reſſource. Ils l'ont toujours employée avec ſuccès ; mais je vous crois trop éclairés pour donner dans un piége auſſi groſſier, & j'eſpere que vous vous reſpectez aſſez pour ne pas vous déshonorer à la face de toute la terre qui a les yeux ſur vous.

Vous n'avez été juſqu'à préſent que de vils eſclaves, dont la vie & la fortune étoient le jouet d'une multitude de tyrans ſubalternes. Vous touchez au moment heureux de briſer vos chaînes, & de vous réhabiliter dans les droits de l'homme.

C'eſt alors que je me glorifierai d'être né parmi vous, d'avoir ſacrifié toute ma vie à votre ſervice, & vous me verrez renaître pour vous donner de nouvelles preuves que je ſuis de tous vos concitoyens, celui qui vous a voué, Meſſieurs, l'attachement le plus fidele & le plus inviolable. *Signé* FRANCŒUR.